

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 510

[2008/200481]

**17 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des modifications apportées au règlement organique du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne en vue d'y instaurer une Chambre de recours**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1975 portant approbation du règlement organique fixant le régime du personnel du Conseil économique régional pour la Wallonie, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 11 juin 1987 et du 22 février 1990 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996 portant approbation du texte coordonné des modifications du règlement organique du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu la décision du Conseil économique et social de la Région wallonne du 18 juin 2007 de procéder à une modification du règlement organique de manière à instaurer au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne une Chambre de recours pour son personnel;

Vu le protocole n° 483 du Comité de secteur n° XVI, établi le 21 septembre 2007;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 3 du décret du 25 mai 1983, le Gouvernement wallon constate la conformité au décret précité des modifications introduites le 18 juin 2007 par le Conseil économique et social de la Région wallonne au règlement organique portant régime du personnel, annexées au présent arrêté et il les approuve.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

## ANNEXE

Article 1<sup>er</sup>. A l'article 10.6 du règlement organique portant régime du personnel, les termes "par Chambre de recours : la chambre composée d'un magistrat nommé par le Gouvernement wallon et de deux assesseurs désignés parmi le personnel, respectivement par le Secrétaire général et par les organisations syndicales représentatives" sont remplacés par les termes "par Chambre de recours : la chambre qui fait l'objet de la section *IIbis* du chapitre IV du présent régime".

Art. 2. Une section *IIbis* intitulée "De la Chambre de recours" est insérée dans le chapitre IV (Dispositions communes aux chapitres II et III) du règlement organique portant régime du personnel. Cette section comprend les dispositions suivantes :

"Art. 20*bis*. Il est constitué une Chambre de recours compétente pour :

1° donner un avis motivé sur tout recours portant sur :

a) toute proposition de sanction disciplinaire;

b) toute évaluation attribuée à un agent;

c) toute décision de suspension dans l'intérêt du service accompagnée ou non d'une retenue de traitement;

d) toute proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle;

e) toute proposition de licenciement d'un stagiaire;

f) toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

2° rendre une décision sur tout recours portant sur toute décision en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

La Chambre de recours est également compétente pour tout recours introduit avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 20*ter*. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement wallon parmi les magistrats effectifs ou honoraires;

2° de 6 assesseurs dont 3 sont désignés par le Bureau, sur proposition du Secrétaire général et les 3 autres sont désignés par les organisations syndicales représentatives. Un suppléant est désigné pour chacun des 6 assesseurs.

L'assesseur qui aurait pris part à la procédure préparatoire de la mesure ou de la proposition de mesure faisant l'objet du recours ou à la défense du requérant dans cette procédure préparatoire ne pourra siéger à la cause à peine de récusation.

La durée du mandat des assesseurs effectifs et suppléants est d'une durée de quatre ans, renouvelable au moment du renouvellement des mandats des membres du Conseil.

Lorsque le mandat d'un assesseur, suppléant ou effectif, prend fin avant le terme fixé, un remplaçant désigné conformément aux règles ci-dessus achève le mandat.

La Chambre est assistée par un greffier effectif et un greffier suppléant désignés par le secrétaire général. Le greffier n'a pas voix délibérative.

Art. 20<sup>quater</sup>. L'agent saisit la Chambre de recours dans les quinze jours de la notification de la proposition de décision ou de la décision à laquelle il ne peut se rallier.

A défaut de recours dans ce délai, la proposition de décision ou la décision sont définitives.

Les recours contre une décision de suspension dans l'intérêt du service et une éventuelle retenue de traitement ainsi que les recours contre une décision en matière de congés, disponibilité et d'absences ne sont pas suspensifs.

Art. 20<sup>quinquies</sup>. Le Secrétaire général ou son délégué défend la proposition de décision ou la décision contestée. La personne qui a défendu la proposition de décision ou la décision contestée ne peut assister à la délibération. L'avis ou la décision mentionne le respect de cette interdiction.

Le requérant peut se faire assister par une personne de son choix, laquelle ne peut, à aucun titre, faire partie de la Chambre.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les assesseurs font preuve d'impartialité. Ils sont tenus au secret des délibérations et des votes.

La Chambre de recours établit son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par l'assemblée générale. Le règlement d'ordre intérieur prévoit la méthodologie de travail, la procédure, les délais et le mode de délibération."

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 portant approbation des modifications apportées au règlement organique du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Namur, le 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 510

[2008/200481]

**17. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderungen, die an der Grundordnung für das Personal des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region) angebracht worden sind, um dort eine Beschwerdekammer einzusetzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den "Conseil économique et régional pour la Wallonie"; (Regionaler Wirtschaftsrat der Wallonie) betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisierung der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région wallonne"; (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Juni 1975 zur Genehmigung der auf das Personal des "Conseil économique et social de la Région wallonne" anwendbaren Grundordnung, so wie er durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juni 1987 und vom 22. Februar 1990 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996 zur Genehmigung des koordinierten Textes zur Abänderung der Grundordnung des Personals des "Conseil économique et social de la Région wallonne";

Aufgrund des Beschlusses des "Conseil économique et social de la Région wallonne" vom 18. Juni 2007, eine Abänderung der Grundordnung vorzunehmen, um innerhalb des "Conseil économique et social de la Région wallonne" eine Beschwerdekammer für seinen Personal einzusetzen;

Aufgrund des am 21. September 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 483 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Anwendung von Artikel 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 stellt die Wallonische Regierung die Konformität der Abänderungen, die der "Conseil économique et social de la Région wallonne" am 18. Juni 2007 an der Grundordnung des Personals angebracht hat, mit dem vorerwähnten Dekret fest und genehmigt diese.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Januar 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

## ANLAGE

Artikel 1 - In Artikel 10.6 der auf das Personal anwendbaren Grundordnung wird der Wortlaut "Beschwerdekammer": die Kammer, die aus einem von der Wallonischen Regierung ernannten Magistrat und aus zwei Beisitzern, die unter dem Personal durch den Generalsekretär bzw. durch die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bezeichnet werden, besteht" durch den Wortlaut "Beschwerdekammer": die Kammer, die Gegenstand des Abschnitts *IIbis* des Kapitels IV der vorliegenden Ordnung ist" ersetzt.

Art. 2 - Ein Abschnitt *IIbis* mit dem Titel "Beschwerdekammer" wird in Kapitel IV (Gemeinsame Bestimmungen für Kapitel II und III) der auf das Personal anwendbaren Grundordnung eingefügt: Dieser Abschnitt umfasst die folgenden Bestimmungen:

"Art. 20bis - Es wird eine Beschwerdekammer gebildet, die zuständig ist, um:

1° ein begründetes Gutachten über jegliche Beschwerde abzugeben, die Folgendes betrifft:

a) jeden Vorschlag einer Disziplinarstrafe;

b) jede einem Bediensteten erteilte Bewertung;

c) jeden Vorschlag zur einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes, mit oder ohne Gehaltskürzung;

d) jeden Vorschlag zur Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit;

e) jeden Vorschlag zur Entlassung eines Bediensteten auf Probe;

f) jeden Vorschlag zur Zurdispositionstellung wegen Stellenentzug im Interesse des Dienstes;

2° einen Beschluss über jede Beschwerde zu fassen, die einen Beschluss in Sachen Urlaub, Zurdispositionstellung und Abwesenheiten betrifft.

Die Beschwerdekammer ist ebenfalls zuständig für jede vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Grundordnung eingelegte Beschwerde.

Art. 20ter - Die Beschwerdekammer setzt sich zusammen aus:

1° einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden, die von der Wallonischen Regierung unter den effektiven Magistraten oder den Ehrenmagistraten bezeichnet werden;

2° 6 Beisitzern, von denen drei durch den Vorstand auf Vorschlag des Generalsekretärs und die sechs anderen durch die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bezeichnet werden. Für jeden der sechs Beisitzer wird ein Stellvertreter bezeichnet.

Unter Gefahr der Ablehnung ist der Beisitzer, der am Vorbereitungsverfahren zur Maßnahme oder zum Maßnahmenvorschlag, die oder der Gegenstand der Beschwerde ist, oder an der Verteidigung des Klägers in diesem Vorbereitungsverfahren teilgenommen hat, nicht berechtigt, an der Verhandlung der Sache teilzunehmen.

Das Mandat der effektiven und stellvertretenden Beisitzer hat eine Dauer von vier Jahren, die zum Zeitpunkt der Erneuerung der Mandate der Ratsmitglieder erneuert werden kann.

Wenn das Mandat eines stellvertretenden oder effektiven Beisitzers vor dem festgelegten Zeitpunkt endet, wird es durch einen nach den oben erwähnten Regeln bezeichneten Stellvertreter beendet.

Der Kammer stehen ein effektiver Schriftführer und ein stellvertretender Schriftführer bei, die jeweils durch den Generalsekretär bezeichnet werden. Der Schriftführer hat keine beschließende Stimme.

Art. 20quater - Der Bedienstete verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Mitteilung des Beschlussvorschlags oder des Beschlusses, dem er sich nicht anschließen kann, um die Beschwerdekammer anzurufen.

Wird innerhalb dieser Frist keine Beschwerde eingelegt, so ist der Beschlussvorschlag oder der Beschluss endgültig.

Die Beschwerden gegen einen Beschluss zur einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes, gegebenenfalls mit einer Gehaltskürzung, sowie die Beschwerden gegen einen Beschluss in Sachen Urlaub, Zurdispositionstellung und Abwesenheiten haben keine aufschiebende Wirkung.

Art. 20quinquies - Der Generalsekretär oder sein Beauftragter verteidigt den angefochtenen Beschlussvorschlag oder Beschluss. Die Person, die den angefochtenen Beschlussvorschlag oder Beschluss verteidigt hat, ist nicht berechtigt, der Beratung beizuwohnen. Das Gutachten oder der Beschluss erwähnt die Einhaltung dieser Verbotsbestimmung.

Der Kläger ist berechtigt, sich von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen. Diese Person darf jedoch in keiner Weise der Beschwerdekammer angehören.

In der Ausübung ihres Amtes zeigen die Beisitzer Unparteilichkeit. Sie sind zur Geheimhaltung der Beschlüsse und der Stimmabgaben verpflichtet.

Die Beschwerdekammer legt ihre Geschäftsordnung fest, die von der Generalversammlung genehmigt wird. In der Geschäftsordnung werden die Arbeitsmethodik sowie das Verfahren, die Fristen und die Art der Beratung vorgesehen".

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 zur Genehmigung von Abänderungen, die an der Grundordnung des Personals des "Conseil économique et social de la Région wallonne" angebracht worden sind, um dort eine Beschwerdekammer einzusetzen, beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Januar 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 510

[2008/200481]

**17 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van de wijzigingen van het organiek reglement van het personeel van de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest om er een raad van beroep in te stellen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 mei 1983 houdende wijziging, wat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en houdende inrichting van een Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1975 tot goedkeuring van het organiek reglement houdende regeling inzake het personeel van de "Conseil économique régional pour la Wallonie", zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juni 1987, 22 februari 1990 en bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 september 1996 houdende goedkeuring van de gecoördineerde tekst van de wijzigingen in het organiek reglement van het personeel van de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op de beslissing van de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest van 18 juni 2007 een wijziging aan het organiek reglement aan te brengen om binnen de Sociale-Economische Raad van het Waalse Gewest een Kamer van beroep in te stellen voor zijn personeel;

Gelet op protocol nr. 483 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 21 september 2007;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 25 mei 1983 stelt de Waalse Regering vast dat de door de Sociale-Economische Raad van het Waalse Gewest op 18 juni 2007 wijzigingen ingevoerd in het organiek reglement houdende regeling van het personeel overeenstemmen met voornoemd decreet; de bij dit besluit gevoegde wijzigingen worden goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

## BIJLAGE

Artiekl. 1. In artikel 10.6 van het organiek reglement houdende regeling van het personeel worden de woorden "de Raad van beroep : de raad samengesteld uit een door de Waalse Regering benoemde magistraat en twee bijzitters aangeduid onder het personeel, respectievelijk door de secretaris-generaal en door de representatieve vakorganisaties" vervangen door de woorden : "de Raad van Beroep : de raad die het voorwerp is van afdeling *Iibis* van hoofdstuk IV van die regeling".

Art. 2. Er wordt een afdeling *Iibis* met als opschrift "Raad van Beroep" ingevoegd in hoofdstuk IV (Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken II en III) van het organiek reglement houdende regeling van het personeel. Die afdeling bevat de volgende bepalingen :

"Art. 20*bis*. Er wordt een Raad van Beroep ingesteld die bevoegd is om :

1° een gemotiveerd advies te geven over elk beroep betreffende :

- a) elk voorstel tot tuchtstraf;
- b) elke evaluatie toegewezen aan een ambtenaar;
- c) elk voorstel tot schorsing in het belang van de dienst met of zonder inhouding van wedde;
- d) elk voorstel tot afdanking wegens beroepsbekwaamheid;
- e) elk voorstel tot afdanking van een stagiair;
- f) elk voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;

2° een uitspraak te doen over elk beroep betreffende elke beslissing inzake verloven, beschikbaarheid en afwezigheden.

De Raad van Beroep is tevens bevoegd voor elk beroep ingediend vóór de inwerkingtreding van dit reglement.

Art. 20*ter*. De Raad van Beroep bestaat uit :

1° een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter aangeduid door de Waalse Regering onder de magistraten, titularis of honorair;

2° 6 bijzitters onder wie 3 worden aangeduid door het Bureau, op de voordracht van de Secretaris-generaal, en de andere drie worden aangeduid door de representatieve vakorganisaties. Voor elk van de zes bijzitters wordt een plaatsvervanger aangeduid.

De bijzitter die heeft deelgenomen aan de voorbereidende rechtspleging van de maatregel of van het voorstel van maatregel die het voorwerp van het beroep uitmaakt of aan de verdediging van de verzoeker in die voorbereidende rechtspleging kan geen zitting houden op straffe van wraking.

De duur van het mandaat van de gewone en plaatsvervangende bijzitters is vier jaar, en is hernieuwbaar bij de hernieuwing van de mandaten van de leden van de Raad.

Als het mandaat van een gewone of plaatsvervangende bijzitter een einde neemt vóór het vastgestelde termijn, wordt het door een overeenkomstig voornoemde regels aangeduide vervanger voleindigd.

De Raad wordt bijgestaan door een gewone en een plaatsvervangende griffier aangeduid door de secretaris-generaal. De griffier is niet stemgerechtigd.

Art. 20<sup>quater</sup>. De ambtenaar beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de kennisgeving van het/de betwiste beslissingsvoorstel of beslissing om de Raad van beroep aanhangig te maken.

Bij gebrek aan beroep binnen die termijn, is het beslissingsvoorstel of de beslissing definitief.

De beroepen tegen een beslissing tot schorsing in het belang van de dienst en een eventuele inhouding van wedde en de beroepen tegen een beslissing inzake verlof, disponibiliteit en afwezigheid hebben geen schorsende kracht.

Art. 20<sup>quinquies</sup>. De Secretaris-generaal of zijn gemachtigde verdedigt het beslissingsvoorstel of de betwiste beslissing. Die persoon mag de beraadslaging niet bijwonen. Het advies of de beslissing vermeldt de naleving van dit verbod.

De verzoeker mag zich door een persoon naar eigen keuze laten bijstaan, die geen deel mag uitmaken van de Kamer, onder welke hoedanigheid dan ook.

In de uitoefening van hun functies geven de bijzitters blijk van onpartijdigheid. Ze zijn verplicht tot geheimhouding van de beraadslagingen en van de stemmingen.

De Raad van Beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op, dat wordt goedgekeurd door de algemene vergadering. Het huishoudelijk reglement bepaalt de werkmethode, de beraadslagingsprocedures, -termijnen en -wijze".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 houdende goedkeuring van de wijzigingen van het organiek reglement van het personeel van de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 511

[2008/200488]

**31 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 52 et 53;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2002 nommant les membres du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2005;

Considérant que le mandat des membres du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature vient à échéance le 31 janvier 2008;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature en vue de ne pas mettre en péril l'exercice de ses compétences telles qu'elles découlent de la loi;

Considérant dès lors que le mandat des membres du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature doit être prolongé;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 9, alinéa 4, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007, les mots : "un an" sont remplacés par les mots "deux ans".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 31 janvier 2008.

**Art. 3.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN